



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Arras, le 6 avril 2021

Service des Affaires Maritimes et du Littoral
Affaire suivie par : Stéphane BRIMEUX
Mél : ddtm-dml-saml@pas-de-calais.gouv.fr

-
Lettre recommandée avec accusé réception

Monsieur,

Par courrier en date du 24 décembre 2020, je vous ai indiqué que l'implantation du chalet de plage dont vous êtes propriétaire, situé sur le domaine public maritime de la commune de Sangatte Blériot, n'est pas conforme à la réglementation et notamment à l'article R.2124-16 du code général de la propriété des personnes publiques qui énonce que *« seuls sont permis sur une plage les équipements et installations démontables ou transportables ne présentant aucun élément de nature à les ancrer durablement au sol »*.

Vous avez bien voulu vous engager auprès de la mairie pour démonter ou faire démonter dans le cadre du projet de concession de plage qu'elle conduit le chalet dont vous êtes propriétaire.

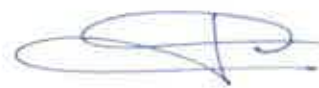
Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint un protocole d'accord vis-à-vis de l'État d'une part vous engageant à respecter les conditions des opérations de démantèlement et d'évacuation de votre chalet, et d'autre part vous garantissant que l'État n'engagera pas de démarches visant à ce que vous participiez financièrement au démontage et au démantèlement de votre chalet. Ce document précise notamment que votre chalet devra être laissé libre et vidé pour le 15 septembre 2021.

Ce protocole est à me retourner daté et signé avant le **23 avril 2021** à l'adresse : **DDTM du Pas de Calais – Unité de Gestion du domaine Public maritime et du littoral – 92 bd Gambetta – 62 200 Boulogne sur mer**. Un exemplaire signé par mes soins vous sera alors retourné.

Dès réception de votre protocole signé, je suspendrai la saisine de la juridiction compétente concernant l'occupation illégale du domaine public par votre chalet.

Je vous prie d'agréer, Monsieur,, l'expression de ma considération distinguée.

Le directeur départemental
des territoires et de la mer,
par intérim



Edouard GAYET



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

PROTOCOLE D'ACCORD CHALET BLERIOT PLAGE

Entre

l'État (Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais – DDTM), propriétaire du domaine public maritime, représenté par le directeur départemental adjoint, Edouard GAYET, ci-après désigné « l'État »

d'une part,

Et

M _____ résidant
et occupant le chalet de plage n° _____ (plan en annexe)
ci-après désigné « l'occupant »

d'autre part,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Depuis le 31 décembre 2019, les chalets implantés sur la plage de Sangatte-Blériot ne disposent plus d'aucune autorisation d'occupation du domaine public, en méconnaissance de l'article L.2122-1 du code général de la propriété des personnes publiques. En outre, les chalets actuels sont non démontables et ancrés de façon durable au sol, ce qui contrevient à l'article R.2124-16 du code général de la propriété des personnes publiques qui énonce que « *seuls sont permis sur une plage les équipements et installations démontables ou transportables ne présentant aucun élément de nature à les ancrer durablement au sol* ».

M₁ _____, est occupant sans titre du chalet de plage n° _____ à Sangatte-Blériot, installé sur le domaine public maritime.

Par acte d'engagement transmis au maire de Sangatte, l'occupant a indiqué qu'il souhaitait que le chalet de plage n° _____ qu'il occupe soit démonté et évacué du domaine public maritime.

Ceci exposé, il est arrêté et convenu ce qui suit :



Article 1^{er} :

Mr _____, demeurant à _____
et occupant le chalet de plage n°: _____ s'engage à laisser le chalet libre de toute occupation à la date du 15 septembre 2021.

Postérieurement à cette date, le chalet de plage n°: _____ situé sur le domaine public maritime fera l'objet d'un démantèlement et d'une évacuation.

En contrepartie, aucune participation financière ne sera demandée à l'occupant pour l'opération de démantèlement et d'évacuation.

Article 2 :

M _____ renonce tant pour le présent que pour l'avenir à tout recours envers l'État en relation avec l'affaire exposée en préambule du présent protocole, sans exception ni réserve.

Article 3 :

Les engagements précédemment cités dans le présent protocole n'auront d'effets que si le protocole original signé et rempli est retourné avant le 23 avril 2021 par courrier à l'adresse suivante DDTM du Pas de Calais – Unité de Gestion du domaine Public maritime et du littoral – 92 bd Gambetta – 62 200 Boulogne-sur-mer.

En l'absence de réponse à cette date, le présent protocole sera réputé nul. L'État en tirera toutes les conséquences de droit.

M _____,

*

L'État, représenté par le
directeur départemental adjoint

*

Edouard GAYET

Fait à _____

Fait à Arras,

Le _____

Le _____

* faire précéder la signature de la mention manuscrite « *lu et approuvé* »